



Pyrénées 64 en lutte



49 avenue Dufau 64000 PAU
ihscgt64@orange.fr
<https://ihs64.fr/index.php>



N° 1 - JANVIER 2024
Nouvelle série (Bulletin N° 77)

ÉDITO LA PAIX AVANT TOUT ! ALAIN SERRE

La sortie du N°1 de notre nouvelle revue est un moment important dans la vie de notre association qui marque sa volonté d'être plus visible et mieux lisible en s'adressant à un plus grand nombre de militants avec l'objectif de mettre en valeur la riche histoire sociale des Pyrénées Atlantiques, tant en Béarn qu'au Pays Basque.

La période que nous vivons confirme l'ampleur de la crise du système capitaliste qui pour sauvegarder sa domination économique et politique développe les guerres et s'attaque à l'ensemble des conquies sociaux et en premier lieu en France aux retraites et à la sécurité sociale.

Macron et Borne minoritaires dans le pays utilisent les institutions réactionnaires de la 5^{ème} République pour faire passer leurs contre-réformes sans votes au parlement en imposant le 49.3.

La loi scélérate sur l'immigration a été votée avec l'aide des voix des députés du Rassemblement national, prouvant ainsi que le président de la République fait le lit du fascisme en défendant des lois conformes aux idées de l'extrême-droite, en soutenant le génocide du peuple palestinien et en réduisant les libertés démocratiques et syndicales.

Albert Camus a écrit que : « La paix est la seule bataille qui vaille la peine d'être menée ».

C'est l'exigence du moment pour obtenir le cessez le feu à Gaza et dans toute la Palestine et une paix durable au proche orient.

Nous agissons au sein de notre Institut pour aider les militants à s'approprier l'histoire de la CGT et celle du mouvement ouvrier pour tirer des enseignements du passé et mieux comprendre les problématiques du moment.

L'histoire sociale est aujourd'hui un enjeu idéologique car nos adversaires de classe s'emploient à dévoyer la mémoire et la culture ouvrière ce qui nous confèrent de nouvelles responsabilités.

Marx nous l'a enseigné : « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre ».

Quand les bruits de bottes et le son du canon se rapprochent, l'unité du mouvement ouvrier et syndical est indispensable pour mobiliser et empêcher que la barbarie capitaliste ne triomphe.

Puisse cet enseignement majeur être entendu dans la période qui vient !

Notre Institut s'est renforcé l'an dernier, nous avons participé à de nombreux congrès et assemblées de syndicats, construit notre site (IHS 64) que nous vous invitons à parcourir, tenu notre stand au salon du livre de Pau et organisé avec succès une soirée débat au Méliès sur le thème des enseignements de la guerre d'Espagne.

La feuille de route 2024 qui sera proposée au débat et au vote lors de notre assemblée générale le 9 février se veut ambitieuse et porteuse d'avenir pour notre institut.

Chaque trimestre dans votre nouvelle revue « Pyrénées 64 en lutte » vous découvrirez l'interview d'un(e) camarade dont l'action a compté dans le département, un dossier sur un temps fort de nos luttes, des échos sur nos activités et des annonces concernant nos initiatives à venir.

Bonne lecture et agissons ensemble pour défendre nos valeurs et exiger la paix partout dans le monde.

L'assemblée générale de notre association se tiendra le Vendredi 9 février 2024 à 14 h

Salle Cazaurang - 4 avenue du Tonkin à Billère

Un pot fraternel avec dégustation de galettes clôturera cette réunion.

Cette assemblée est l'occasion de tirer le bilan de notre activité de l'an dernier et de proposer au débat et au vote notre feuille de route pour cette année.

SOYEZ TOUTES ET TOUS AUTEURS ET ACTEURS DE LA VIE DE L'IHS CGT 64.

9 mois de luttes, 106 jours de grèves avec occupation, contre le plan Jaffré de 1800 suppressions d'emplois, dont 800 licenciements « externalisations »

Une victoire totale, unique, précieuse

Les grandes victoires syndicales ne sont pas légion et il est bon de les rappeler de temps en temps. Le conflit victorieux des salariés de Elf en 1999 est intéressant à plus d'un titre. Par sa durée, par ses enjeux et par son issue. 9 mois de luttes, 106 jours de grève avec occupation du centre Jean Féger de Pau et de son bâtiment Alpha abritant l'informatique du groupe. L'enjeu pour le PDG de l'époque Jaffré était d'introduire en France les premiers licenciements boursiers avec un plan de 1800 suppressions d'emplois dont 800 licenciements sous forme d'externalisation. Et au final, ce fut une victoire totale. Dans une entreprise comme Elf, composée à Pau de 2300 salariés, dont 80 % d'ICT, qui ont bloqué toute l'informatique du groupe pendant 106 jour, cela paraissait impossible. Et ils l'ont fait. Ce fut la première cyber grève en France. Elle donna des idées à d'autres, mais les patrons trouvèrent la parade en doublant les systèmes.

1993, privatisation d'Elf, 1995 et 1996 premières luttes



Manif à Pau en 1993

Petit retour sur l'histoire d'Elf.

Elf Aquitaine était une société publique depuis 1976. En 1993, Balladur propulse Philippe Jaffré, Inspecteur des finances, à la tête d'Elf. Son premier travail est la privatisation du groupe pétrolier. La principale résistance qu'il va rencontrer viendra de la SNEAP, héritière des entreprises de recherche pétrolière qui ont permis le développement du groupe pétrolier d'État. C'est là, en Béarn, avec les travailleurs du centre Jean Féger de Pau et de l'Usine de Lacq qu'il y a eu le plus de grèves et de manifestations, notamment celle de septembre 1993 avec 3000 personnes.

Jaffré va tenter d'intégrer les salariés aux objectifs de la rentabilité capitaliste en les faisant devenir actionnaires. Il devient rapidement l'homme des marchés financiers en mettant Elf aux normes des grands groupes pétroliers anglo-saxons. C'est un pur financier, ignare des questions pétrolières. Son verdict sur le Centre Jean Féger est abrupt : trop nombreux et trop chers. À partir de là, Jaffré va tenter de mettre en place ses solutions ultra libérales.

En 1995, il tente d'externaliser la micro informatique et un service d'archive. La mobilisation, à partir d'AG intersyndicales avait bien fonctionné et après 15 jours de grève à Pau et à Lacq, la direction avait fini par reculer et abandonner son projet. Un premier succès qui comptera par la suite.

En 1996, voulant casser la dynamique syndicale entre Pau et Lacq, il décide de couper en deux l'entreprise, dans une scission qui va mobiliser une nouvelle fois les salariés.

La CGT va déployer tous ses efforts afin d'amener les autres OS à des AG du personnel. La cause est entendue. C'est un rejet massif de la scission. 3 semaines de luttes à Pau et à Lacq, avec un moment de grande tension quand les patrons furent « retenus » pendant 2 jours à Lacq par les délégués et les grévistes. La lutte avait permis d'obtenir des garanties pour l'avenir mais Jaffré n'avait rien lâché sur la scission. Celle-ci donna naissance aux 2 sociétés : Elf EP et TEPF.



Manif à Paris en 1996

Le conflit de 1999

En novembre 1998, le PDG d'Elf, Ph. Jaffré, prétextant une baisse du baril à 10 \$, annonce aux syndicats un plan « performance », visant à « redimensionner la société » et « reconcevoir » son fonctionnement. Son verdict est un classique. Trop nombreux, trop chers, non compétitifs, inadaptés.... Le PDG d'Elf EP, JL Vermeulen parle d'externalisations massives dans les activités supports. C'est un choc énorme dans l'entreprise. Certains syndicats parlent déjà de négocier. La CGT qui ne représente que 20 % du personnel (composé essentiellement d'ICT) va lancer une campagne de mobilisation et imposer des AG du personnel qui décident de passer à l'action sous différentes formes. Les syndicats, contraints à l'unité, mobilisent le personnel. L'emploi, le statut, les garanties collectives sont menacés.

Guérilla sociale

Pendant trois mois, le personnel va mener une véritable guérilla sociale avec grèves, AG et manifestations à Pau et à Paris. Les élus locaux et la population sont alertés devant la menace de perdre 1000 emplois à Pau. Début 99, le plan se précise avec 1800 suppressions d'emplois dont 800 externalisations-licenciements. En mars 99, Jaffré annonce cyniquement devant les financiers de la City qu'il veut supprimer 2000 emplois dans l'Exploration-Production pour doubler la rentabilité de l'action. Ce sont les premiers licenciements boursiers. Cela fait l'effet d'une bombe dans l'entreprise et la région. Le 12 avril, la grève reconductible est votée au Centre Scientifique et Technique Jean Féger (CSTJF) par plus de 1000 grévistes avec occupation du bâtiment informatique, l'Alpha. A Paris également la grève est votée. Les travailleurs de Lacq votent également la grève 4 jours après.

Alpha occupé

Le 17 avril, sous la pluie, 12 000 personnes manifestent à Pau contre le plan Jaffré. Ils refusaient de voir sacrifier la région, berceau du groupe pétrolier. Ce soutien a été effectif durant tout le conflit. L'occupation de l'Alpha s'organise. Elle va durer 106 jours. L'entreprise est paralysée. La direction va jouer le pourrissement avec de pseudo négociations qui vont durer des semaines. Les grévistes votent chaque jour en AG la reconduction du mouvement. Le 28 mai, l'AG des actionnaires à Paris la Défense tourne court. Devant 1000 grévistes-actionnaires, Jaffré suspend l'AG au bout de trois minutes. Durant toutes ces semaines, les grévistes, avec une imagination sans borne ont mené des actions dans l'entreprise et à l'extérieur permettant de maintenir la pression sur la direction. La mobilisation des élus locaux et de la population a été remarquable tout au long du conflit.

La victoire



Le 5 juillet, Jaffré apprend que Total lance une OPE sur Elf. Il va tout tenter, en vain, pour sauver sa tête. L'espoir renaît chez les grévistes. Jaffré est coincé. Il a le feu dedans et dehors. Le samedi 24 juillet, Thébaud, l'exécutif de Jaffré convoque les syndicats à Pau pour proposer une issue au conflit. En fait, il annonce le retrait complet du plan. Une capitulation sans condition sur toute la ligne, avec le paiement des jours de grève que nous avons exigé dans le protocole, compte tenu qu'il l'avait proposé 8 jours avant à 2 syndicats pour qu'ils acceptent le plan à peine modifié. **Le lundi 26 juillet c'est l'explosion de joie avec cette victoire incroyable après 106 jours de grèves et d'occupations et 1000 grévistes qui votent la fin de la grève dans un enthousiasme indescriptible.**

Rien n'est jamais perdu d'avance

fut la conclusion de cet extraordinaire conflit.

La détermination sans faille des grévistes, l'unité syndicale et la démocratie quotidienne ont fait mentir les plus pessimistes. Le 26 juillet 1999, le PGD Jaffré, coincé entre ce conflit et l'OPE de Total avait dû jeter l'éponge et retirer son plan sans condition.

Les leçons du conflit



Si cette victoire sociale unique revient en premier lieu aux personnels de Elf, elle n'aurait pas été possible sans le soutien des élus et de la population. Une mobilisation remarquable avec les motions des Conseils municipaux, le soutien actif des élus de tous bords, des comités citoyens pour l'emploi et des médias locaux. Pour beaucoup, face au puissant groupe Elf et à son arrogant PDG, ce conflit était perdu d'avance. Sans vouloir tirer la couverture à nous, la CGT a joué un rôle majeur dans ce conflit, reconnu par beaucoup de grévistes. Ne représentant que 20 % des 2300 agents Elf du Centre Jean Féger, composé essentiellement d'ICT, avec l'appui des AG journalières, nous avons pu tenir bon et éviter les manœuvres de la Direction et de la CFDT. 8 jours avant la capitulation de Jaffré, ils avaient négocié dans le dos des AG du personnel.

Nous avons toujours fait confiance aux grévistes. 20 ans après on peut mesurer la reconnaissance à la CGT, par de bons résultats aux élections professionnelles au Centre Jean Féger, composé à plus de 60 % d'ingénieurs. Avec 20 % des voix et des élus dans le collège ingénieur, la CGT reste une force incontournable au Centre Jean Féger. Mais le patronat n'abdique jamais. Total remet le couvert 20 ans après en « filialisant » les activités supports (administratifs, comptables, informatique, gestion...). Un premier pas sans doute avant l'externalisation. L'histoire se répète.

Les 106 jours qui ébranlèrent Elf



Michel Aguer, secrétaire du syndicat CGT Elf a écrit un an après le conflit un livre qui relate non seulement cette formidable lutte, mais aussi la riche histoire sociale et industrielle du groupe pétrolier et de son berceau, Lacq.

LA PRÉSENCE DE NOTRE INSTITUT AU SALON DU LIVRE DE PAU « LES IDÉES MÈNENT LE MONDE »

Les 1, 2 et 3 décembre derniers, l'IHS CGT 64 a présenté sur son stand toute sa collection de livres mettant en valeur la mémoire du mouvement ouvrier et la riche histoire sociale de notre département.

De nombreux visiteurs ont salué positivement la présence de la CGT dans ce salon, des discussions passionnantes ont eu lieu avec nos visiteurs, nous avons vendu 17 livres et réalisé 3 adhésions.

Une équipe de 6 camarades de l'institut s'est relayée pendant ces trois journées qui s'avèrent positives car nous avons aussi noué de nouveaux liens avec des associations amies partageant nos valeurs et disposées à travailler avec nous sur des sujets particuliers.

Une belle expérience à poursuivre en 2024 ...



LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE D'ESPAGNE : UNE BELLE SOIRÉE DÉBAT AU MELIÈS À PAU

Le jeudi 7 décembre au soir, 95 camarades ont répondu à l'invitation de notre Institut et de l'association MER (Mémoire de l'Espagne Républicaine) et ont regardé le film de Ken Loach « Land and freedom » avant de débattre pendant une heure sur les causes et les conséquences de la division du mouvement ouvrier en 1936 en Espagne, des conséquences de la non intervention décidée par Léon Blum, des contradictions entre front populaire ou révolution immédiate, des conséquences de la politique de Staline et de ses méthodes et du poids de l'impérialisme dans le soutien à Franco.

Un débat serein entre militants partageants parfois des avis différents, mais utile pour faire le lien avec la période actuelle et les dangers qui menacent.

Finalement, et c'est un enseignement majeur, chacune et chacun considèrent que face au danger de guerre et de fascisme, la pire des choses est la division entre les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et que l'unité est indispensable pour imposer la paix et mettre « la bête immonde » hors d'état de nuire.

Un enseignement d'une grande actualité pour vaincre la barbarie capitaliste.

Bulletin d'adhésion 2024



Nom et prénom :
ou intitulé du syndicat

Adresse :

Courriel : Téléphone :

Adhésion individuelle

- 17 € - Cotisation de base avec l'abonnement à « Pyrénées 64 en lutte » (4 par an)
- 31 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » (3 par an)
- 44 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » (4 par an) et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Adhésion collectives (syndicats - associations)

- 70 € - moins de 50 adhérents
- 80 € - de 50 à 100 adhérents
- 90 € - unions locales et + de 100 adhérents
- 100 € - union départementale

La cotisation comprend l'abonnement à « Pyrénées 64 en lutte » à la revue « Aperçus » et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Paiement par chèque à l'ordre de l'IHS CGT 64 ou par virement sur le compte du Crédit mutuel ci-contre :

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account number)

FR76 1027 8022 7100 0184 4324 097

TITULAIRE DU COMPTE
ACCOUNT OWNER

INSTITUT CGT D HISTOIRE SOCIALE
DES PYRENEES ATLANTIQUES
49 AVENUE DUFAU
64000 PAU

RENCONTRE AVEC JEAN ROBERT SANGLA À L'OCCASION DES 40 ANS DE LA SCOOP SPM

Propos recueillis par Alain Serre



Dessinateur industriel, Jean Robert Sangla, militant de la CGT, participe en 1983 à la fondation d'une coopérative ouvrière de production, la Société Pyrénéenne de Métallurgie spécialisée dans la fabrication de pièces pour le nucléaire.

Jean Robert a assuré pendant de nombreuses années la présidence de cette Scoop qui a relevé de nombreux défis technologiques depuis sa création tout en faisant vivre ses valeurs avec les salariés sociétaires.

A la retraite aujourd'hui, nous avons visité avec lui cette belle entreprise à l'occasion de son quarantième anniversaire.

Retour sur cette histoire pleine d'humanité et porteuse d'avenir.

Pour quelles raisons et dans quelles conditions as-tu participé à la fondation de la SPM en 1983 ?

J'étais alors secrétaire du comité d'entreprise, syndiqué CGT, nous étions en combat contre une direction arrivée sur Pau et missionnée pour la casse totale ou partielle de l'entreprise. Nous étions très organisés, nous avions notre propre expert-comptable et suffisamment de maîtrise des comptes, des savoir-faire opérationnels et industriels pour tenir tête avec des propositions argumentées et comprises par un personnel qui très vite s'est mobilisé autour de celles-ci.

Après une première purge par l'organisation d'un wagon de préretraités tous les élus ont été licenciés, licenciements refusés par l'inspection du travail. Il s'en est suivi un dépôt de bilan suivi aussitôt d'un projet de reprise essentiellement (Vanadour) sur une unité de fabrication la plus rentable mais avec l'abandon de l'autre unité considérée moins rentable ceci avec son personnel.

Un conflit long de 3 mois avec occupation des 2 bâtiments a commencé. Avec la CGT je ne pouvais pas admettre cette situation. Nous avons construit un projet global préservant l'ensemble des fabrications et le personnel. Deux projets étaient alors face à face. La mobilisation a pris une dimension très importante avec un élan de solidarité des entreprises locales et de la population, une bataille politique avec d'un côté le patronat et la droite locale et de l'autre le maire de Pau, le parti socialiste et le parti communiste dont l'ensemble des militants ont été présents avec nous tout au long de ce conflit.

Bien sûr lorsque la décision a été prise de donner le meilleur (Vanadour) au patronat et nous autorisant seulement à repartir avec le pire, des produits liés à la fin des périodes fastes (programme nucléaire, champ de lacs...), l'usine vidée avant le dépôt de bilan de ses meilleures machines et de toute l'informatique, sans cadres, (ceux-ci ayant choisi la sécurité derrière l'ancienne direction) il y avait de quoi être amer et en colère. La seule consolation était que globalement tout le personnel avait une solution, quelques-uns avaient été reclassés, le conflit avait fait monter les enchères du projet patronal qui démarrait avec une centaine de personnes et la SCOP trente-huit personnes.

Je partais avec tous ces sentiments mêlés de déception, d'angoisse sur la réussite de ce projet si difficile (il se disait que la SCOP ne dépasserait pas 6 mois) mais déterminé à tout faire pour accompagner au mieux mes camarades dans cette aventure.

Quel rôle a joué la CGT pour aider au démarrage de l'entreprise ?

Tous les élus étaient syndiqués à la CGT qui était le syndicat unique dans l'entreprise avant que le dirigeant monte la CGC juste avant le dépôt de bilan. Depuis longtemps nous participions au syndicat des métaux qui nous permettait des échanges avec des représentants des autres entreprises de la métallurgie. Ceci a permis les grandes solidarités (caisse d'aide financière, mobilisations). Enfin dès le début du conflit nous avons obtenu le détachement d'ELF Aquitaine d'un camarade CGT (Jean Péré) ingénieur économiste. Dès que les statuts de la SCOP ont été déposés en pleine occupation il a été élu Président de la SCOP. Son accompagnement a représenté une aide très importante pour crédibiliser notre projet. Enfin toute la direction départementale de la CGT, Jean Pothon en tête, a soutenu les travailleurs et leur projet de SCOP, ce qui n'était pas évident dans une période où encore existaient des questionnements nombreux sur ce type d'expérience.

Il est bon de noter également les liens avec la CGT d'autres entreprises après le redémarrage, je pense notamment aux camarades d'Elf Aquitaine, puis de Total qui pour aider la SCOP ont mis leur direction devant sa responsabilité économique et industrielle vis-à-vis du territoire.

Au cours de ces quarante années le marché a évolué, les technologies se sont transformées et la SPM a toujours privilégié la formation et les investissements d'avenir ?

Nous étions dans la période des grandes mutations dans l'industrie notamment par le développement de l'informatique dans des moyens de production (commandes numériques) mais aussi des outils utilisés dans tous les services, bureau d'études etc... Nous avons investi des sommes énormes en matériels (~ 15% du chiffre d'affaires en moyenne), en recrutements et en formation (7% en moyenne encore aujourd'hui).



Lors de la visite effectuée pendant la journée portes ouverte nous avons pu constater le haut niveau des moyens de production ainsi que les nombreux investissements effectués dernièrement montrant cette volonté de toujours progresser dans un haut niveau de qualité et d'efficacité de production.

Quelles ont été les grandes innovations industrielles de l'entreprise ?

La démarche consiste à toujours essayer de se placer sur des produits complexes à forte valeur ajoutée permettant de se démarquer d'une grande partie d'entreprises industrielles. Ces produits demandent des dossiers volumineux à traiter et souvent des études avec des calculs complexes. Ainsi la SCOP est reconnue sur des appareils de mesures de débit dans les centrales nucléaires françaises et à l'étranger et récemment elle s'est positionnée notamment sur des outillages complexes pour la filière du traitement/recyclage des combustibles usés des réacteurs nucléaires. Ses clients actifs sont 160, sa part export représente 30 %.

Une SCOP fonctionne selon ses propres règles et chaque sociétaire participe à la vie et aux décisions de l'entreprise. Quels souvenirs marquants gardes-tu de tes années passées au sein d'SPM ?

Les règles d'une Scop se distinguent des entreprises classiques par des principes « hors normes » : la démocratie (élections des dirigeants, la transparence de gestion) sur la base un homme une voix, les réserves impartageables pour toujours préserver la durée de l'entreprise, le partage des bénéfices aux salariés.

Ce cadre émancipateur interne cohabite avec une immersion de l'entreprise dans une logique de marché avec ses règles capitalistes, les mises en concurrence européennes et internationales notamment sur la base des coûts de production, des législations du travail, des normes environnementales à la baisse. Cette réalité bicéphale ne va pas de soi, renvoie à une exigence de réflexion sur ces questions très politiques pour bien comprendre le cadre et les limites de cette expérience, les réalités de gestion qui en découlent et les convergences avec le mode du travail en général.

La vie de la SCOP n'est donc pas un monde idéal isolé du reste, elle est faite en « interne » de débats parfois houleux, de décisions majoritaires mais pas toujours comprises de tous, par des succès et des échecs, en « externe » d'une situation économique pouvant à tout moment être remise en question par les clients.

Elle est faite aussi d'une expérience humaine hors du commun. Je retiens cela de ces années passées, toujours des copains restés unis depuis 40 ans, depuis l'acte de résistance de l'occupation et la mise en place de cette expérience collective riche mais difficile. Des copains fiers de revenir dans les locaux d'aujourd'hui remaniés et encore plus modernisés. Des « anciens » unis pour participer aux festivités d'anniversaire avec la génération nouvelle qui a pris le relais de l'équipe fondatrice depuis près de 10 années. Face au réel d'aujourd'hui elle articule au mieux le statut SCOP et le développement continu d'une entreprise performante et reconnue dans son secteur d'activité.

Je garde un souvenir particulier de la mise en place des 35 H. Nous l'avons fait en créant cinq emplois et nous étions la première entreprise du département à mettre en place cette avancée sociale.

Les SCOP offrent la possibilité de progresser dans des parcours professionnels. Je pense à des parcours personnels dans la SCOP, des anciens ouvriers passés au service commercial ou aux achats par exemple, aussi à la responsabilité de la SCOP au sein du Conseil d'administration. Pour ma part, de dessinateur industriel de formation, j'ai eu l'opportunité d'aller négocier des contrats, plus tard obtenus, pour des centrales nucléaires en Chine et en Belgique. De même pour l'EPR de Finlande et l'EPR de Flamanville. Jamais sans la SCOP je n'aurais pu accomplir cela. Je me souviens du temps où mon militantisme avant la SCOP empêchait toute promotion.

Je garderai aussi le souvenir d'avoir toujours eu la confiance des associés dans les votes jusqu'à me nommer Président de la SCOP durant de longues années.

Maintenant en retraite, quel regard portes-tu sur cette belle expérience humaine qui dure depuis 40 ans ?

L'unité de fabrication reprise en SCOP était considérée comme non rentable par ses anciens dirigeants, quant au projet « Vanadour » il a vécu 10 ans. D'abord je suis fier aujourd'hui du parcours réalisé, comme tous mes camarades de luttes, comme doivent l'être aussi tous ceux, nombreux, qui ont été solidaires avec nous en il y a 40 ans.

La SCOP SPM, comme beaucoup d'autres SCOP, démontre la capacité des travailleurs à gérer eux-mêmes une entreprise dans un cadre collectif et démocratique tout en trouvant les solutions économiques, industrielles et financières complexes pour faire face à un contexte dominant marqué fortement par des logiques de fonctionnement opposées.

Je pense que les SCOP font partie d'une aspiration très actuelle et urgente d'être enfin un citoyen à part entière en entreprise pour être partie prenante non seulement sur la vie de tous les jours mais aussi sur toutes les questions de gestion et orientations de l'entreprise, de responsabilités territoriales, sociétales éthiques et écologiques.

Le chemin est long bien sûr mais je crois que les SCOP sont dans cet élan actuel pour que la citoyenneté de chacun ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise, pour enfin donner du sens au travail et à sa vie, ainsi contribuer au franchissement progressif de cette zone non démocratique, aujourd'hui interdite et pourtant stratégique, qu'est le pouvoir économique sans partage.



